

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 3091

[C - 2000/27554]

**8 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la mise en œuvre du plan de développement
cofinancé par le Fonds de développement régional. — Objectif n° 1**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2000;

Vu l'avis de la Commission européenne;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures d'application dans le cadre du plan de développement Phasing out de l'Objectif n° 1 (2000-2006) afin de redynamiser le tissu économique du Hainaut;

Considérant que ce régime d'aides a été approuvé par la Commission européenne en date du 31 octobre 2000 et que celui-ci est applicable à partir du 1^{er} janvier 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la « loi », la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992;

2° le « Ministre », le Ministre qui a l'économie et les P.M.E. dans ses attributions;

3° l'« administration », la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi;

4° l'« entreprise », toute personne physique ou toute personne morale constituée sous la forme de société commerciale, dont le siège social ou un siège d'exploitation est localisé en Région wallonne;

5° le « programme d'investissements », un ensemble d'opérations et de dépenses réalisées par une entreprise dans un siège d'exploitation situé dans une des zones de développement définies par le Gouvernement en application de l'article 11 de la loi et devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique « immobilisés »;

6° la « prime », la prime à l'investissement dont question à l'article 12 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992;

7° le « début du programme d'investissements », la date de la première facture;

8° la « fin du programme d'investissements », la date de la dernière acquisition ou dépense interne dont la réalisation est effective et est comptabilisée en immobilisations corporelles ou incorporelles;

9° l'« emploi », le personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail inscrit à l'Office national de Sécurité sociale, calculé en équivalent temps plein, affecté à un siège d'exploitation situé en Région wallonne où le programme d'investissements est réalisé;

10° l'« effectif d'emploi de départ », l'emploi moyen des quatre trimestres qui précèdent la date d'autorisation de débiter le programme d'investissement.

11° le « Code Nace », le code relatif à la nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne tel que défini par le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil relatif à la classification statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission.

Art. 2. Peut bénéficier d'une prime à l'investissement cofinancée par le Fonds européen de Développement régional, ci-après dénommé FEDER, l'entreprise dont l'effectif d'emploi s'élève à maximum 20 travailleurs et qui ne se situe pas dans un des secteurs exclus visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi ou aux articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 portant exécution des articles 2, 12, 16 et 38 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Art. 3. Peut bénéficier d'une prime à l'investissement cofinancée par le FEDER, l'entreprise occupant plus de 20 travailleurs ou créant plus de 20 emplois et qui se situe dans une des activités ou un des secteurs suivants :

1° les services aux entreprises;

2° les biotechnologies;

3° l'industrie chimique et pharmaceutique;

4° la production ou la mise en œuvre de nouveaux matériaux;

5° les nouvelles technologies de l'information et de communication, telles que les télécommunications, l'informatique intelligente et le multimédia;

6° l'aéronautique et le spatial;

7° la fabrication d'instrumentation médicale scientifique, de contrôle de processus industriels et d'optique;

8° le textile, tel que le tissage, l'ennoblissement et la fabrication, à l'exception de la fabrication de vêtements;

9° l'exploitation des ressources naturelles;

10° la protection de l'environnement;

11° les énergies renouvelables;

12° le tourisme;

13° l'agro-alimentaire;

- 14° la recherche et le développement;
- 15° l'appui logistique ou le transport combiné;
- 16° call center ou centre de distribution.

Art. 4. L'entreprise visée à l'article 2 qui crée trois emplois minimum peut bénéficier d'une prime à l'investissement, composée pour moitié d'une part régionale et pour moitié d'une part financée par le FEDER, de 28 % s'il s'agit d'une création d'entreprise ou de 26 % s'il s'agit d'une extension d'entreprise.

Art. 5. L'entreprise visée à l'article 3 peut bénéficier d'une prime à l'investissement, composée pour moitié d'une part régionale et pour moitié d'une part financée par le FEDER, de 25 % s'il s'agit d'une création d'entreprise ou de 21 % s'il s'agit d'une extension d'entreprise qui génère la création de 6 emplois minimum.

Ce taux de 21 % peut être majoré de 2 % si l'entreprise voit son effectif d'emploi augmenter de 10 % à 20 % par rapport à son effectif d'emploi de départ ou de 4 % si l'entreprise voit son effectif d'emploi augmenter de plus de 20 % par rapport à son effectif d'emploi de départ.

Art. 6. § 1^{er}. La prime à l'investissement visée aux articles 4 et 5 est limitée à 3 millions de francs par emploi créé, sauf s'il s'agit de la création d'une entreprise qui présente un intérêt majeur pour le développement économique de la Région wallonne. Dans ce cas, cette limite est portée à 5 millions de francs par emploi créé.

§ 2. L'intérêt majeur visé au § 1^{er} est notamment reconnu dans les cas suivants :

- 1° la création de spin-off;
- 2° la création d'une entreprise de moins de 20 personnes se situant dans un des secteurs ou activités visés à l'article 3;
- 3° la création d'une entreprise ayant un effet structurant sur le développement économique, en raison de la création de 50 emplois directs minimum et des retombées générées en matière de fournitures et de sous-traitance.

Art. 7. § 1^{er}. Une prime à l'investissement additionnelle est octroyée dans le cas où l'entreprise est active dans le secteur des services aux entreprises ou si elle s'inscrit dans une des démarches suivantes :

- 1° le clustering;
- 2° le développement d'un projet innovant;
- 3° la protection de l'environnement.

La prime additionnelle s'élève à 5 % pour l'entreprise visée à l'article 2 et à 2 % pour l'entreprise visée à l'article 3.

Le montant de cette prime ne peut être supérieur au montant obtenu en application des articles 4 ou 5.

§ 2. Les démarches visées au § 1^{er} sont :

- 1° la mise à niveau technologique par l'intégration de technologies de pointe;
- 2° le dépassement des normes environnementales;
- 3° la réalisation d'un projet de recherche et développement mené en collaboration avec un établissement scientifique, en ce compris les pôles d'excellence;
- 4° la création de spin-off au départ d'un établissement scientifique, en ce compris les pôles d'excellence;
- 5° le partenariat vertical ou les alliances stratégiques.

Art. 8. Le seuil d'investissements admissibles est fixé à un minimum de :

- 1° 5 millions de francs pour l'entreprise visée à l'article 2;
- 2° 10 millions de francs pour l'entreprise visée à l'article 3.

A l'exception de l'entreprise constituée depuis moins de trois ans, l'entreprise doit présenter un programme d'investissements dont le montant est au moins égal à la moyenne des amortissements, éventuellement recalculés sur le mode linéaire au taux normal, des trois exercices comptables précédant l'introduction du dossier ou la date de réception de la demande de prime.

Art. 9. Les articles 6 à 9 et 19 à 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 portant exécution des articles 2, 12, 16 et 38 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique sont d'application, ci-après dénommé l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000.

Art. 10. § 1^{er}. L'exonération du précompte immobilier est accordée pour autant que le seuil minimum d'investissements admissibles visé à l'article 8, alinéa 1^{er}, soit atteint.

§ 2. L'entreprise visée à l'article 2 peut bénéficier d'une exonération du précompte immobilier :

- 1° d'une durée de quatre ans en cas d'extension d'entreprise;
- 2° d'une durée de cinq ans en cas de création d'entreprise.

§ 3. L'entreprise visée à l'article 3 peut bénéficier d'une exonération du précompte immobilier :

- 1° d'une durée de trois ans dans le cas où elle réalise un programme d'investissements qui engendre une augmentation de l'effectif de moins de 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ;
- 2° d'une durée de quatre ans dans le cas où elle réalise un programme d'investissements qui engendre une augmentation de l'effectif de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ;
- 3° d'une durée de cinq ans en cas de création d'entreprise ou lorsque le programme d'investissements engendre une augmentation de l'effectif de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ.

Art. 11. Sauf pour l'entreprise dans le chef de laquelle une infraction aux législations et réglementations environnementales a été constatée antérieurement et à laquelle il n'a pas été mis fin lors de l'introduction du dossier visée à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000, le paiement de 50 % de la prime peut être sollicité par l'entreprise après réalisation et paiement de 25 % du programme d'investissements et moyennant production de la preuve du respect des législations et réglementations fiscales et sociales.

Une deuxième tranche représentant 25 % de la prime peut être sollicitée par l'entreprise pour autant que celle-ci ait réalisé et payé 60 % du programme d'investissements et qu'elle produise la preuve du respect des législations et réglementations fiscales et sociales.

La liquidation du solde de la prime ne peut être sollicitée par l'entreprise qu'après réalisation et paiement de la totalité du programme d'investissements et pour autant qu'elle respecte les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Art. 12. La liquidation de la prime est subordonnée à une demande émanant de l'entreprise indiquant l'état d'avancement de la réalisation du programme d'investissements et au contrôle effectué par l'administration de la réalisation du programme d'investissements. Ce contrôle peut être effectué soit sur base des pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

Toutefois, la liquidation de la première tranche de 50 % pourra intervenir sur simple présentation d'une attestation, certifiée sincère et exacte par un membre soit de l'Institut des réviseurs d'entreprises, soit de l'Institut des experts-comptables, indiquant la réalisation et le paiement de 25 % du programme d'investissements.

Art. 13. Sauf cas dûment justifiés, l'entreprise qui réalise moins de 80 % du programme d'investissements admis dans les délais fixés perd le bénéfice de la prime.

Art. 14. § 1^{er}. L'administration contrôle le respect de l'objectif d'emploi permettant l'octroi de la prime sur base des pièces transmises par l'entreprise.

L'objectif d'emploi doit être :

1° atteint durant un trimestre de référence fixé par l'entreprise, au plus tôt le trimestre qui suit l'introduction de son dossier ou la date de réception de la demande de prime et au plus tard deux ans après la fin du programme d'investissements;

2° maintenu en moyenne durant seize trimestres, en ce compris le trimestre de référence.

Si cet objectif n'est pas atteint et maintenu dans les délais impartis, il est procédé au retrait total ou partiel de la prime correspondante.

§ 2. Dès l'exigibilité de l'objectif d'emploi, l'entreprise transmettra trimestriellement à l'administration les attestations ou déclarations à l'Office national de Sécurité sociale complètes des seize trimestres qui suivent la fin de la réalisation du programme d'investissements ou qui suivent la date à laquelle l'objectif d'emploi doit être atteint.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Art. 16. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 8 novembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 3091

[C — 2000/27554]

8. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung des durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung mitfinanzierten Entwicklungsplans — Ziel Nr. 1

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

Aufgrund des am 7. November 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. November 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der Europäischen Kommission;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit,

In der Erwägung der Notwendigkeit, unmittelbar Durchführungsmaßnahmen im Rahmen des Entwicklungsplanes Phasing out des Zieles 1 (2000-2006) zu verabschieden, um der Wirtschaftsstruktur der Provinz Hennegau zu einem neuen Aufschwung zu verhelfen;

In der Erwägung, dass dieses System der Beihilfen am 31. Oktober 2000 von der Europäischen Kommission genehmigt wurde, und dass es folglich seit dem 1. Januar 2000 anwendbar ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das "Gesetz": das Gesetz vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

2° der "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören;

3° die "Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung;

4° das "Unternehmen": jede natürliche oder juristische Person, die in Form einer Handelsgesellschaft gegründet wurde und deren Gesellschafts- oder Betriebssitz sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet;

5° das "Investitionsprogramm": eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen, die durch ein Unternehmen in einem Betriebssitz, der in einem der durch die der Regierung in Anwendung von Artikel 11 des Gesetzes bestimmten Entwicklungsgebiete liegt, getätigt werden und die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter der Rubrik "Anlagevermögen" angeführt sein müssen:

6° die Prämie: die Investitionsprämie, die in Artikel 12 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, erwähnt wird;

7° der "Beginn des Investitionsprogramms": das Datum der ersten Rechnung;

8° das "Ende des Investitionsprogramms": das Datum der letzten Anschaffung oder internen Ausgabe, deren Durchführung effektiv ist, und die als Sachanlage oder immaterieller Anlagewert verbucht ist.

9° die "Beschäftigtenzahl": der in Vollzeiteneinheiten umgerechnete Personalbestand, dessen Mitglieder in einem Betriebssitz in der Wallonischen Region, in dem das Investitionsprogramm durchgeführt wird, unter Arbeitsvertrag eingestellt sind und dem L.A.S.S. unterstehen;

10° die "Ausgangsbeschäftigtenzahl": die durchschnittliche Beschäftigtenzahl der vier Quartale vor dem Datum, an dem die Erlaubnis erteilt wird, das Investitionsprogramm zu verwirklichen;

11° das "NACE-Verzeichnis": das Verzeichnis in Bezug auf Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, so wie es in der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 vom 24. März 1993, festgelegt ist.

Art. 2 - Das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl höchstens 20 Arbeitnehmer umfasst und das nicht in einem der in Artikel 2, § 1, Absatz 2 des Gesetzes oder in den Artikeln 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Ausführung der Artikel 2, 12, 16 und 38 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung angeführten, ausgeschlossenen Wirtschaftszweige tätig ist, kann eine durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, nachstehend EFRE genannt, mitfinanzierte Investitionsprämie in Anspruch nehmen.

Art. 3 - Das Unternehmen, das mehr als 20 Arbeitnehmer beschäftigt, oder das mehr als 20 Arbeitsplätze schafft und in einem der nachfolgenden Wirtschaftszweige oder Bereiche tätig ist, kann eine durch den EFRE mitfinanzierte Investitionsprämie in Anspruch nehmen:

1° die Dienste an Unternehmen;

2° die Biotechnologien;

3° die pharmazeutischen Industrie;

4° die neuen Materialien;

5° die neuen Informations- und Telekommunikationstechnologien, wie z.B. die intelligente Datenverarbeitung, die Multimedia-Industrie, die Telekommunikation, sowie der Empfang und die Übertragung;

6° die Luft- und Raumfahrt;

7° die Herstellung von Ausrüstung für die Wissenschaft, die Medizin, die Kontrolle industrieller Fertigungsvorgänge und die Optik;

8° die Textilindustrie, wie das Weben, die Veredelung und die Fertigung, mit Ausnahme der Fertigung von Kleidungsstücken;

9° die Nutzung der Naturressourcen;

10° der Umweltschutz;

11° die erneuerbaren Energien;

12° der Tourismus;

13° die Agrar- und Ernährungswirtschaft;

14° die Forschung und die Entwicklung;

15° die logistische Unterstützung oder der multimodale Transport;

16° die Call-Center oder die Verteilungszentren.

Art. 4 - Das in Artikel 2 angeführte Unternehmen, das wenigstens drei Arbeitsplätze schafft, kann eine Investitionsprämie in Anspruch nehmen, die sich zur Hälfte durch einen Anteil der Region und zur Hälfte durch einen vom EFRE finanzierten Anteil zusammensetzt, und die bei der Errichtung eines Unternehmens 28 % und bei der Erweiterung eines Unternehmens 26 % beträgt.

Art. 5 - Das in Artikel 3 angeführte Unternehmen kann eine Investitionsprämie in Anspruch nehmen, die sich zur Hälfte durch einen Anteil der Region und zur Hälfte durch einen vom EFRE finanzierten Anteil zusammensetzt, und die bei der Errichtung eines Unternehmens 25 % und bei der Erweiterung eines Unternehmens, die zur Schaffung von wenigstens sechs Arbeitsplätzen führt, 21 % beträgt.

Dieser Prozentsatz von 21 % kann um 2 % erhöht werden, wenn die Beschäftigtenzahl des Unternehmens sich im Vergleich zu der Ausgangsbeschäftigtenzahl um 10 % bis 20 % erhöht, oder um 4 %, wenn die Beschäftigtenzahl des Unternehmens sich im Vergleich zu der Ausgangsbeschäftigtenzahl um mehr als 20 % erhöht.

Art. 6 - § 1. Die in den Artikeln 4 und 5 angeführte Investitionsprämie ist auf 3 Millionen BEF pro geschaffenen Arbeitsplatz begrenzt, es sei denn es handelt sich um die Errichtung eines Unternehmens, die für die wirtschaftliche Entwicklung der Wallonischen Region ein großes Interesse aufweist. In diesem Fall wird der Grenzbetrag auf 5 Millionen BEF pro geschaffenen Arbeitsplatz angehoben.

§ 2. Das in § 1 angeführte große Interesse wird u.a. in folgenden Fällen anerkannt:

1° die Gründung eines Spin-off-Unternehmens;

2° die Gründung eines Unternehmens, das weniger als 20 Personen beschäftigt und in einem der in Artikel 3 angeführten Bereiche tätig ist;

3° die Gründung eines Unternehmens, die aufgrund der direkten Schaffung von wenigstens 50 Arbeitsplätzen und der Nebenwirkungen in Sachen Lieferung und Zulieferung strukturelle Auswirkungen auf die wirtschaftliche Entwicklung hat.

Art. 7 - § 1. Eine zusätzliche Investitionsprämie wird gewährt, wenn das Unternehmen im Bereich der Dienstleistungen für Unternehmen tätig ist oder sich an einer der folgenden Aktionen beteiligt:

1° die Beteiligung an einem Cluster-Vorgang;

2° die Entwicklung eines innovativen Projekts;

3° der Umweltschutz.

Die zusätzliche Prämie beläuft sich auf 5 % für das in Artikel 2 angeführte Unternehmen und auf 2 % für das in Artikel 3 angeführte Unternehmen.

Der Betrag dieser Prämie darf nicht über dem in Anwendung der Artikel 4 oder 5 gewährten Betrag liegen.

§ 2. Bei den unter § 1 angeführten Aktionen handelt es sich um:

- 1° die technologische Modernisierung durch die Integration von Spitzentechnologie;
- 2° das Übertreffen von Umweltnormen;
- 3° die Durchführung eines Forschungs- und Entwicklungsprojektes in Zusammenarbeit mit einer wissenschaftlichen Einrichtung, einschließlich eines Spitzenforschungszentrums;
- 4° die Gründung eines Spin-off-Unternehmens auf der Grundlage einer wissenschaftlichen Einrichtung, einschließlich eines Spitzenforschungszentrums;
- 5° die vertikale Zusammenarbeit oder die strategischen Bündnisse.

Art. 8 - Als Schwellenwerte der zulässigen Investitionen werden folgende Mindestbeträge festgelegt:

- 1° 5 Millionen BEF für das in Artikel 2 angeführte Unternehmen;
- 2° 10 Millionen BEF für das in Artikel 3 angeführte Unternehmen.

Mit Ausnahme des Unternehmens, das seit weniger als drei Jahren besteht, muss das Unternehmen ein Investitionsprogramm unterbreiten, dessen Betrag mindestens dem Durchschnitt der eventuell zum Normalsatz nach dem linearen Verfahren Neuberechneten Abschreibungen der drei Rechnungsjahre vor der Einreichung der Akte oder vor dem Eingangsdatum des Antrags auf eine Prämie entspricht.

Art. 9 - Die Artikel 6 bis 9 und 19 bis 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Ausführung der Artikel 2, 12, 16 und 38 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, nachstehend der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 genannt, sind anwendbar.

Art. 10 - § 1. Die Befreiung vom Immobilienvorabzug wird gewährt, sofern die in Artikel 8, Absatz 1 erwähnte Mindestgrenze bezüglich der zulässigen Investitionen erreicht wird.

§ 2. Das in Artikel 2 angeführte Unternehmen kann die Befreiung vom Immobilienvorabzug in Anspruch nehmen:

- 1° für eine Dauer von 4 Jahren, wenn es sich um eine Erweiterung handelt;
- 2° für eine Dauer von 5 Jahren, wenn es sich um eine Errichtung handelt.

§ 3. Das in Artikel 3 angeführte Unternehmen kann die Befreiung vom Immobilienvorabzug in Anspruch nehmen:

- 1° für eine Dauer von 3 Jahren, falls das Unternehmen ein Investitionsprogramm ausführt, das eine Zunahme der Beschäftigtenzahl um weniger als 10 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl bewirkt;
- 2° für eine Dauer von 4 Jahren, falls das Unternehmen ein Investitionsprogramm ausführt, das eine Zunahme der Beschäftigtenzahl um 10 bis 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl bewirkt;
- 3° für eine Dauer von 5 Jahren, falls das Unternehmen ein mit seiner Errichtung verbundenes Investitionsprogramm ausführt oder wenn dieses Programm eine Zunahme der Beschäftigtenzahl um mehr als 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl bewirkt.

Art. 11 - Die Zahlung von 50 % der Prämie kann durch das Unternehmen beantragt werden, nachdem 25 % des Investitionsprogramms ausgeführt und bezahlt wurden sowie der Beweis erbracht wurde, dass die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen beachtet wurden. Dies gilt jedoch nicht für jene Unternehmen, die sich in der Vergangenheit einen Verstoß gegen die Umweltgesetze haben zuschulden kommen lassen, der zum Zeitpunkt des Einreichens des in Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung von 8. November 2000 angeführten Antrags noch immer Bestand hat.

Ein zweiter Teilbetrag, der 25 % der Prämie ausmacht, kann durch das Unternehmen beantragt werden, unter der Bedingung, dass es 60 % des Investitionsprogramms ausgeführt und bezahlt hat und den Beweis erbringt, dass die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Regelungen beachtet wurden.

Die Auszahlung des Restbetrags der Prämie kann erst durch das Unternehmen beantragt werden, nachdem das gesamte Investitionsprogramm ausgeführt und bezahlt wurde und dabei die steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Gesetzgebungen und Regelungen beachtet wurden.

Art. 12 - Die Prämie wird ausgezahlt, nachdem das Unternehmen den Auszahlungsantrag, in dem der erreichte Stand der Ausführung des Investitionsprogramms angegeben ist, gestellt hat und nachdem die Verwaltung überprüft hat, dass das Investitionsprogramm ausgeführt worden ist. Diese Kontrolle kann entweder aufgrund der vom Betrieb übermittelten Belege oder vor Ort vorgenommen werden.

Der erste Teilbetrag von 50 % der Prämie kann jedoch ausgezahlt werden, nachdem eine Bescheinigung eingereicht worden ist, durch die ein Mitglied des Instituts der Betriebsrevisoren oder des Instituts der Buchprüfer für richtig bescheinigt, dass 25 % des Investitionsprogramms ausgeführt und finanziert worden sind.

Art. 13 - Außer in hinreichend gerechtfertigten Fällen verliert das Unternehmen, das innerhalb der vorgesehenen Frist weniger als 80 % des zugelassenen Investitionsprogramms ausführt, den Anspruch auf die Prämie.

Art. 14 - § 1. Unter Zugrundelegung der durch das Unternehmen übermittelten Belege kontrolliert die Verwaltung die Einhaltung der Zielsetzung in Sachen Beschäftigung, an die eine Auszahlung der Prämie gebunden ist.

Die Zielsetzung in Sachen Beschäftigung muss:

- 1° in einem durch das Unternehmen festgesetzten Referenzquartal, frühestens im Quartal nach der Einreichung seiner Akte oder nach dem Eingangsdatum des Antrags und spätestens zwei Jahre nach dem Ende des Investitionsprogramms erreicht werden;
- 2° im Durchschnitt während 16 Quartalen, in denen das Referenzquartal einbegriffen ist, erhalten bleiben.

Wenn dieses Ziel nicht innerhalb der eingeräumten Frist erreicht und erhalten wird, wird die entsprechende Prämie vollständig oder teilweise zurückgezogen.

§2. Sobald die Anforderung in Sachen Beschäftigung nachgewiesen werden muss, lässt das Unternehmen der Verwaltung quartalsweise die vollständigen LASS-Bescheinigungen oder Erklärungen der sechzehn Quartale zukommen, die der Ausführung des Investitionsprogramms oder die dem Tag folgen, an dem die Bedingung in Bezug auf die Beschäftigtenzahl erfüllt sein muss.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2000 wirksam.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 3091

[C - 2000/27554]

**8 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de uitvoering van het ontwikkelingsplan
medegefinancierd door het gewestelijke ontwikkelingsfonds. — Doelstelling nr. 1**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 november 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2000;

Gelet op het advies van de Europese Commissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk toepassingsmaatregelen in het kader van het ontwikkelingsplan Phasing Out van Doelstelling nr. 1 (2000-2006) moeten worden getroffen ten einde de economische structuur van de provincie Henegouwen opnieuw dynamisch te maken;

Overwegende dat dit steunstelsel op 31 oktober 2000 door de Europese Commissie is goedgekeurd en dat het vanaf 1 januari 2000 toepasselijk is;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. de "wet", de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

2. de "Minister", de Minister van Economie en K.M.O.'s;

3. het "bestuur", het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling;

4. het "bedrijf", elke natuurlijke of rechtspersoon opgericht als een handelsvennootschap waarvan de maatschappelijke zetel of een bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd is;

5. het "investeringsprogramma" : een geheel van verrichtingen en uitgaven gedaan door een bedrijf waarvan een bedrijfszetel gevestigd is in één van de ontwikkelingsgebieden die door de Regering vastgesteld zijn overeenkomstig artikel 11 van de wet en dat noodzakelijkerwijze als actief in de balans opgenomen moet worden, onder de rubriek "vastgelegde middelen";

6. de "premie", de investeringspremie bedoeld in artikel 12 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

7. het "begin van het investeringsprogramma", de datum van de eerste factuur;

8. het "einde van het investeringsprogramma", de datum van de laatste aankoop of inwendige uitgave waarvan de realisatie effectief is en geboekt als vaste of immateriële activa;

9. de "tewerkstelling", het in het kader van een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel dat onderworpen is aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, omgerekend in voltijdse equivalenten en aangesteld bij een bedrijfszetel in het Waalse Gewest waarin het investeringsprogramma wordt verricht;

10. het "aanvangpersoneelbestand", de gemiddelde tewerkstelling van de vier trimesters die de machtiging tot het starten van het investeringsprogramma voorafgaan;

11. De "NACE-code", de code betreffende de nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij de verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie.

Art. 2. Voor een door het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, hierna EFRO genoemd, medegefinancierde investeringspremie komt in aanmerking, het bedrijf met een personeelsbestand van maximum 20 werknemers dat niet bedrijvig is in één van de uitgesloten sectoren bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van de wet of in de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 houdende uitvoering van de artikelen 2, 12, 16 en 38 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

Art. 3. Voor een door het EFRO medegefinancierde investeringspremie komt in aanmerking, het bedrijf dat meer dan 20 werknemers tewerkstelt of meer dan 20 arbeidsplaatsen creëert en dat bedrijvig is in één van de volgende activiteiten of sectoren :

- 1° de diensten voor ondernemingen;
- 2° de biotechnologieën;
- 3° de chemische en farmaceutische industrie;
- 4° de productie of de uitvoering van nieuwe materialen;
- 5° de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, zoals de telecommunicatie, de intelligente informatica en de multimedia;
- 6° de luchtvaartkunde en de ruimtevaarttechnieken;
- 7° de vervaardiging van wetenschappelijke medische instrumenten, van instrumenten voor controle op industriële processen en van optica werktuigen;
- 8° de textielsector, zoals het weven, de veredeling met uitzondering van de vervaardiging van kleren;
- 9° de exploitatie van de natuurlijke hulpbronnen;
- 10° de milieubescherming;
- 11° de hernieuwbare energiebronnen;
- 12° het toerisme;
- 13° de agro-voedselsector;
- 14° het onderzoek en de ontwikkeling;
- 15° de logistieke steun of het gecombineerd vervoer;
- 16° call center of distributiecentrum.

Art. 4. Het in artikel 2 bedoelde bedrijf dat minimum drie arbeidsplaatsen creëert, kan in aanmerking komen voor een investeringspremie die voor de helft op rekening van het Gewest komen en voor de andere helft op rekening van het EFRO, en, die bij oprichting van een bedrijf 28 % of bij bedrijfsuitbreiding 26 % bedraagt.

Art. 5. Het in artikel 3 bedoelde bedrijf kan in aanmerking komen voor een investeringspremie die voor de helft op rekening van het Gewest komen en voor de andere helft op rekening van het EFRO, en, die bij oprichting van een bedrijf 25 % bedraagt of 21 % bij bedrijfsuitbreiding waarbij minstens 6 arbeidsplaatsen ontstaan.

Dit percentage van 21 % kan met 2 % verhoogd worden als het personeelsbestand van het bedrijf van 10 % tot 20 % verhoogt ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand of met 4 % als het personeelsbestand met meer dan 20 % verhoogt t.o.v. het aanvankelijke personeelsbestand.

Art. 6. § 1. De in de artikelen 4 en 5 bedoelde investeringspremie wordt beperkt tot 3 miljoen BEF per ontstane arbeidsplaats, behalve als het gaat om de oprichting van een bedrijf dat een aanzienlijke bijdrage levert aan de economische ontwikkeling van het Waalse Gewest.

In dat geval wordt de premie opgevoerd tot 5 miljoen BEF per gecreëerde arbeidsplaats.

§ 2. Van een aanzienlijke bijdrage zoals bedoeld in § 1 is met name sprake in de volgende gevallen :

- 1° de oprichting van een spin-off;
- 2° de oprichting van een bedrijf met minder dan 20 werknemers dat bedrijvig is in één van de sectoren bedoeld in artikel 3 of dat activiteiten bedoeld in hetzelfde artikel uitoefent;
- 3° de oprichting van een bedrijf die een structurend effect heeft op de economische ontwikkeling doordat minimum 50 directe arbeidsplaatsen ontstaan en wegens de impact op het vlak van de leveringen en toelevering.

Art. 7. § 1. Een aanvullende investeringspremie wordt toegekend indien het bedrijf in de sector van dienstverlening aan ondernemingen bedrijvig is of indien de bedrijvigheid plaatsvindt op het gebied van :

- 1° clustering;
- 2° ontwikkeling van een baanbrekend project;
- 3° milieubescherming.

De aanvullende premie bedraagt 5 % voor het in artikel 2 bedoelde bedrijf en 2 % voor het in artikel 3 bedoelde bedrijf.

Het bedrag van deze premie mag niet hoger zijn dan het overeenkomstig de artikelen 4 of 5 berekende bedrag.

§ 2. De in § 1 bedoelde bedrijvigheidsgebieden zijn :

- 1° de technologische verbetering via de integratie van speerpunttechnologieën;
- 2° de overschrijding van milieunormen;
- 3° de uitvoering van een onderzoek- en ontwikkelingsproject in samenwerking met een wetenschappelijke instelling, met inbegrip van de expertisecentra;
- 4° de oprichting van spin-off vanaf een wetenschappelijke inrichting, met inbegrip van de expertisecentra;
- 5° het verticale partnerschap of de strategische allianties.

Art. 8. De drempel van de toelaatbare investeringen wordt beperkt tot een minimum van :

- 1° 5 miljoen BEF voor het in artikel 2 bedoelde bedrijf;
- 2° 10 miljoen BEF voor het in artikel 3 bedoelde bedrijf.

Behalve het bedrijf dat sinds minder dan drie jaar is opgericht, moet het bedrijf een investeringsprogramma voorleggen waarvan het bedrag minstens gelijk is aan het gemiddelde van de eventueel opnieuw lineair berekende afschrijvingen tegen een normale rentevoet van de drie boekhoudjaren vóór de indiening van het dossier of de ontvangstdatum van de aanvraag om premie.

Art. 9. De artikelen 6 tot 9 en 19 tot 24 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 houdende uitvoering van de artikelen 2, 12, 16 en 38 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, hierna het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 genoemd, zijn van toepassing.

Art. 10. § 1. De vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt verleend voor zover de in artikel 8, eerste lid, bedoelde minimum drempel van toelaatbare investeringen bereikt is.

§ 2. Het in artikel 2 bedoelde bedrijf kan in aanmerking komen voor een vrijstelling van de onroerende voorheffing :

1° gedurende 4 jaar bij bedrijfsuitbreiding;

2° gedurende 5 jaar bij oprichting.

§ 3. Het in artikel 3 bedoelde bedrijf kan in aanmerking komen voor een vrijstelling van de onroerende voorheffing :

1° gedurende 3 jaar als het een investeringsprogramma uitvoert dat een verhoging van het personeelsbestand met minder dan 10 % t.o.v. het aanvankelijke personeelsbestand meebrengt;

2° gedurende 4 jaar indien het een investeringsprogramma uitvoert dat een verhoging van het personeelsbestand met 10 à 20 % t.o.v. het aanvankelijke personeelsbestand meebrengt;

3° gedurende 5 jaar bij oprichting of indien het investeringsprogramma een verhoging van het personeelsbestand met meer dan 20 % t.o.v. het aanvankelijke personeelsbestand meebrengt.

Art. 11. Behalve bedrijven waarbij eerder een overtreding van de milieuwetgevingen en -regelingen is vastgesteld en die nog steeds bestaande is op het tijdstip waarop het dossier wordt ingediend zoals bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 bedoelde indiening van het dossier, kan verzocht worden dat 50 % van de premie betaald worden na uitvoering en betaling van 25 % van het investeringsprogramma en op voorwaarde dat de naleving van de fiscale en sociale wetgevingen en regelingen wordt bewezen.

Een tweede schijf ten belope van 25 % van de premie kan worden aangevraagd voor zover het investeringsprogramma werd uitgevoerd en 60 % ervan werd betaald en voor zover de naleving van de fiscale en sociale wetgevingen en regelingen bewezen wordt.

De uitbetaling van het saldo van de premie kan slechts worden aangevraagd na uitvoering en betaling van het hele investeringsprogramma en voor zover de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en -regelingen nageleefd worden.

Art. 12. De uitbetaling van de premie is afhankelijk van een aanvraag van het bedrijf waarin aangegeven wordt hoever de uitvoering van het investeringsprogramma gevorderd is, en van de door het Bestuur verrichte controle op de uitvoering van het investeringsprogramma. Deze controle kan ofwel aan de hand van de door het bedrijf overgemaakte stukken, ofwel ter plaatste uitgevoerd worden.

De eerste schijf van 50 % kan evenwel worden uitbetaald op gewone overlegging van een attest dat waar en oprecht verklaard wordt door een lid van ofwel het Instituut der Bedrijfsrevisoren of het Instituut der Accountants, waarin de uitvoering en de betaling van 25 % van het investeringsprogramma worden vermeld.

Art. 13. Behalve behoorlijk gestaafde gevallen wordt het voordeel van de premie niet toegekend aan het bedrijf dat binnen de voorgeschreven termijnen minder dan 80 % van het toelaatbare investeringsprogramma uitvoert.

Art. 14. § 1. Het bestuur gaat de naleving van de doelstelling inzake tewerkstelling na, die de toekenning van de premie op grond van de door het bedrijf overgemaakte stukken mogelijk maakt.

De doelstelling inzake tewerkstelling moet :

1. bereikt worden tijdens een door het bedrijf vastgestelde referentiekwartaal, ten vroegste tijdens het kwartaal dat volgt op ofwel de indiening van het dossier of ofwel de ontvangstdatum van de aanvraag en ten laatste twee jaar na het einde van het investeringsprogramma,

2. gemiddeld behouden worden gedurende 16 trimesters, het referentiekwartaal inbegrepen.

Indien deze doelstelling niet bereikt en behouden wordt binnen de voorgeschreven termijnen, wordt er overgegaan tot de volledige of gedeeltelijke intrekking van de overeenstemmende premie.

§ 2. Zodra de doelstelling inzake tewerkstelling wordt vereist, zal het bedrijf om de drie maanden de volledig ingevulde R.S.Z.-attesten of -aangiften van de zestien kwartalen die volgen op het einde van de uitvoering van het investeringsprogramma of op de datum waarop de beoogde tewerkstelling bereikt moet zijn, aan het bestuur voorleggen.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 16. De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA